

## Éditorial

« Sur la base de 850 000 professeurs, nous devons avancer et faire évoluer le système sur un plan qualitatif plus que quantitatif. Je souhaite que la France sorte du débat sur les créations et les suppressions de postes ».

Voilà comment, à l'occasion de son audition devant la Commission des Finances du Sénat, **Jean-Michel Blanquer a annoncé le retour des suppressions de postes (-2600 emplois) dans le 2<sup>nd</sup> degré pour la prochaine rentrée.** Le gouvernement a aussi confirmé son choix de l'austérité budgétaire pour les salaires des fonctionnaires (gel du point d'indice, report du PPCR...). Autant d'annonces inacceptables, aussi bien au regard de la crise de recrutement qui persiste et s'aggrave que du déclassement salarial que subissent nos professions. **Ces deux mesures promettent des conditions de rentrée explosives.**

Bien décidé à assumer complètement son rôle d'apprenti sorcier expérimentant les formules magiques de la rigueur budgétaire sur le dos des services publics, notamment celui de l'Éducation, le gouvernement affirme avoir résolu les nombreux problèmes d'affectation dans le supérieur grâce à son **Plan Étudiants.** Là aussi, le tour de passe-passe est remarquable puisque **le gouvernement ne traite jamais de la question des nécessaires investissements dans le supérieur** préférant, à travers quelques éléments de langage bien rôdés, faire croire qu'il n'a pas choisi la solution de la sélection à l'entrée à l'université. Et pourtant, avec une bonne dose « d'attendus » dont une partie pourrait être définie localement, **c'est bien un système encore plus inégalitaire qui se dessine, celui où les élèves des milieux les plus défavorisés seront les grands perdants.**

Rigueur salariale, réforme du bac, Plan Étudiants... les annonces se succèdent et forment un ensemble redoutablement cohérent. **Celui d'un projet de société où les services publics sont affaiblis, chacun étant renvoyé à sa propre responsabilité individuelle, sans aucun outil pour contrecarrer le poids du social et les effets des inégalités.** À travers les multiples injonctions envers les professeurs contenues dans le Plan Étudiants, les risques de développement du contrôle continu au bac, **c'est aussi une profonde transformation de nos métiers qui s'annonce.**

Le SNES-FSU, déterminé à défendre la profession et un service public d'Éducation ambitieux car démocratisant, organise la mobilisation à tous les niveaux pour porter des alternatives aux propositions régressives d'E. Macron et du gouvernement Philippe. **Informations dans cette publication, pétition, stages, réunions locales, les outils sont nombreux pour construire les mobilisations d'ampleur nécessaires pour imposer un changement de cap des politiques menées.**

**A nous de nous en saisir, collectivement, pour imposer de l'ambition pour l'École et nos métiers !**

Sophie Vénétiat, Pascale Boutet, Marie Chardonnet et Maud Ruelle-Personnaz  
co-secrétaires générales du SNES Versailles



## Sommaire

- p. 1 : Éditorial
- p. 2 : Actualité - les établissements dans l'action
- p. 3 : Collèges/Lycées (Bac, DNB, devoirs faits...)
- p. 4-5 : calendrier de gestion 2017-2018
- p. 6-7 : PPCR : nouvelles carrières
- p. 8 : La FSU c'est aussi le SNESUP-FSU / Pétition sur nos salaires

